

La voix de l'opposition de gauche

Le 29 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

Si cela ne tenait qu'à moi, je me serais contenté d'un seul article à lire plus loin : Quel clan de l'oligarchie est derrière Trump ? Quand l'institution financière la plus puissante du monde soutient Trump.

• [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Ce qui est révélateur, c'est la manière dont l'ensemble des commentateurs attirés et tous les partis du mouvement ouvrier ont traité l'affaire Benalla-Macron de façon à empêcher les travailleurs de comprendre la situation.

Comment ? En l'abordant par le petit trou de la lorgnette de la propagande ou du populisme, en se focalisant sur un des aspects de cette affaire et en négligeant les autres, sans même savoir de quoi il retournait vraiment, avouant au passage que la recherche de la vérité ne les intéressait pas vraiment.

A ce stade, je n'ai aucune certitude, j'essaie de recouper tous les éléments en ma possession. Il n'en demeure pas moins que Macron ne dispose pas de la majorité des deux tiers au Congrès (Députés + sénateurs) pour faire passer le nombre de députés de 577 à 400, à l'heure actuelle cette réforme des institutions serait rejetée, et on ne voit pas comment il pourrait en être autrement plus tard, j'ignore si le Sénat est concerné. L'affaire Benalla a-t-elle servi de prétexte à un vulgaire chantage pour obtenir le ralliement de LR ou briser sa résistance à cette réforme ? Il se peut que ce ne soit qu'un aspect de cette affaire qui peut très bien avoir été conçue à tiroirs, de sorte que si elle tournait mal, une opération de diversion serait toujours envisageable pour sauver les apparences et la marionnette Macron au passage.

Qui a conscience que deux clans s'affrontent au sommet de l'oligarchie internationale ?

Personne ou presque.

Des voix discordantes évoquent un "conflit entre le capitalisme financier transnational et le capitalisme productif national", d'autres parlent d'un "affrontement entre d'un côté l'alliance Russie-États-Unis et de l'autre l'État profond anglo-saxon".

Cet affrontement a pour toile de fond la crise exacerbée du capitalisme mondial, dont l'issue permettra à la civilisation humaine de franchir une étape décisive vers son émancipation du règne de la nécessité, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou signifiera sa dégénérescence complète jusqu'à sa disparition finale.

Quand on lit les déclarations ou les réactions de certains hommes d'affaires, patrons de presse, dirigeants de partis politiques, force est d'en déduire qu'ils l'ignorent ou qu'ils ne l'ont pas en permanence à l'esprit. Alors que dire des citoyens lambdas ou des militants qui ne reçoivent des médias institutionnels qu'une information tronquée, sciemment déformée, sinon que cela leur passe au-dessus de la tête et qu'ils se font manipuler en adoptant la version officielle.

Et puis c'est pratique pour créer toutes sortes de confusions ou amalgames sur le plan politique, pour par la suite instrumentaliser n'importe qui ou n'importe quoi et se servir du mouvement ouvrier corrompu comme caution, qui va soutenir l'un de ces clans et se retrouver au côté de la réaction et perdre ainsi son indépendance, c'est le ticket gagnant dans tous les cas de figure, car en fait toute opposition réelle au régime aura disparu.

On semble ne pas (vouloir) remarquer que le "ni droite ni gauche" ou "de droite et de gauche" est l'aboutissement d'un long processus (de décomposition) au cours duquel il fut de bon ton de les opposer, de nier leur connivence, ce qui constitua une formidable mystification, puisqu'en réalité la droite et la gauche étaient déjà liguées ou avaient passé un accord tacite contre les masses. A terme, pour faire face à l'état de crise permanente du capitalisme qui deviendrait forcément politique, leur objectif commun était de faire disparaître toute véritable opposition au régime, toute opposition organisée, de sorte que seule l'idéologie servant les intérêts de l'oligarchie ou des capitalistes demeure à la disposition ou accessible aux membres des différentes classes, pour que chacun l'adopte ou que personne ne puisse y résister, tant elle allait devenir omniprésente et s'incruster profondément dans les cerveaux, afin de les formater au modèle de société totalitaire qu'ils envisageaient d'instaurer comme seule issue concevable à la crise du capitalisme.

Que nous romprions avec la gauche (et la combattions) après l'avoir caractérisée, était salubre, souhaitable, fortement conseillé, une question de survie tout simplement.

Dès lors que la gauche adopta le capitalisme, elle devint le pire ennemi de la classe ouvrière et du socialisme, de la civilisation humaine, dans la mesure où elle allait insuffler au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière, à l'ensemble des classes moyennes, l'idéologie de la réaction. Recruter au sein des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière, elle répandit sans difficulté leurs aspirations petites bourgeoises au sein du prolétariat (et des syndicats) de sorte qu'elles ne soient plus que son unique perspective politique, abandonnant la lutte pour le pouvoir ou pour renverser le régime en place au point que finalement cette idée même finisse par se tarir ou ne lui vienne même plus à l'esprit. Le mouvement ouvrier et la classe ouvrière allaient y laisser leur indépendance de classe, ce qu'ils avaient de plus cher. Du réformisme bourgeois, ils glissèrent vers le corporatisme.

Durant les sept dernières décennies qui se sont écoulées, des centaines de milliers d'ouvriers et de membres des classes moyennes se radicalisèrent et manifestèrent des dispositions qui les rendaient aptes à adopter le socialisme et à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Si ce processus n'avait pas été entravé par l'attitude de dirigeants incompetents, dogmatiques ou corrompus, il aurait pu contribuer à influencer le cours de la situation en modifiant le rapport de forces qui existait au sein du mouvement ouvrier en renforçant les courants qui demeuraient fidèles au socialisme ou qui cherchaient à renouer avec lui même inconsciemment.

Si nous n'eûmes jamais l'occasion de renverser le régime, en revanche nous eûmes réellement celle de préparer les conditions pour y parvenir, mais nous l'avons laissé passer. Or nous savons qu'une telle opportunité se présente exceptionnellement et que ne pas la saisir nous condamne ensuite à attendre la prochaine indéfiniment ou pendant une très longue période. Période de tous les dangers, puisque l'on sait également qu'elle est suivie par une période de réaction dont on ignore la durée. Période au cours de laquelle l'avant-garde et le mouvement ouvrier vont dégénérer et se disloquer, sans qu'on sache quand prendra fin cette régression.

La question était de savoir si en l'absence des conditions objectives pour renverser le régime, il serait possible ou non que les conditions subjectives mûrissent au point de modifier en partie la nature des conditions objectives auxquelles étaient soumises les masses, de sorte qu'elles soient suffisamment développées pour poser la question du pouvoir politique, ce qui nécessiterait une élévation du niveau de conscience des masses de manière à ce qu'elles ne se contentent plus du sort qui leur avait été réservé, mais placent la barre de leurs exigences si haute qu'elles deviendraient incompatibles avec l'existence du capitalisme et justifieraient son renversement,

autrement dit qu'elles ne se contenteraient plus des quelques satisfactions qu'elles pouvaient tirer de leur condition, mais s'en tiendraient strictement à leurs aspirations légitimes qui ne pourraient jamais être satisfaites sous un régime capitaliste.

C'était seulement dans cette perspective qu'il aurait été possible de construire un puissant parti ouvrier révolutionnaire, en partant de la condition réelle des masses et la manière dont elles l'interprétaient, et non de théories obsolètes ou d'analyses oiseuses reposant uniquement sur un aspect de la situation au lieu de la considérer dans son ensemble. On a semble-t-il oublié que l'amélioration de la condition ouvrière (et des classes moyennes) au cours du XXe siècle pour bien réelle qu'elle fut, loin de nous l'idée de le nier, bien au contraire, demeura un leurre puisque, qu'on soit ouvrier ou médecin, employée ou architecte, aucun n'a jamais pu disposer librement de son sort ou de son destin, tous ont dû le subir, aucun n'a pu vivre la vie dont il aurait rêvé, tous nos choix nous ont été imposés, qu'on en ait eu conscience ou non, aucun n'aurait imaginé un jour devoir subir autant de souffrances, humiliations, déconvenues, désillusions, angoisses, peurs, autant d'oppression, de haine, totalement inutiles et injustes, qui ne correspondaient pas du tout avec la société dans laquelle ils auraient voulu vivre, l'existence qu'ils auraient voulu avoir, et jamais ils n'en auront l'occasion tant que le capitalisme existera.

Voilà une argumentation, qui portée à l'intelligence des exploités des différentes classes, avaient de quoi les faire réfléchir, parce qu'il contient est rigoureusement exact ou reflète leur misérable existence. La seule liberté qu'on leur accorda fut de se soumettre à ce mauvais traitement ou de s'en accommoder en essayant d'éviter le pire, mais sans pouvoir y parvenir à des degrés divers ou de le combattre pour y mettre un terme.

La seule question qui nous intéresse est de savoir si nous pouvions et si nous pouvons ou non construire un parti qui rassemblerait les éléments les plus conscients des différentes classes exploitées et opprimées dans la perspective de changer de société en se débarrassant du capitalisme. Si maintenant on nous répondait non ou que cette argumentation était farfelu, il faudrait en conclure que le capitalisme aurait encore de longues décennies devant lui, voire davantage, avec les conséquences terribles, dramatiques que cela impliqueraient par la suite pour l'humanité, on n'ose pas imaginer un tel cauchemar ou que les hommes soient aussi bornés, mais qui sait ?

Le passage qui suit avait été rédigé avant les quatre derniers paragraphes que vous venez de lire.

Les militants n'ont rien à se reprocher et on n'a pas à les juger. C'est par faiblesse de différentes natures que nous adoptâmes tous un discours dogmatique et une attitude conciliante envers des dirigeants qui ne furent jamais à la hauteur de leurs responsabilités. Les nouveaux militants ont des intentions généreuses et des aspirations légitimes, mais ils ignorent dans quel monde ils ont mis les pieds, la portée d'un tel engagement qui va immédiatement les placer dans des situations inconfortables et qui les amènera à recourir à des expédients pour s'en sortir, dont le mimétisme et le dogmatisme qui sont évidemment les pires attitudes à adopter, faute de formation préalable ou d'y avoir été préparés. Le plus déstabilisant, c'est de se retrouver à défendre une position, alors qu'on en est incapable faute de n'y avoir pas suffisamment réfléchi soi-même ou d'en ignorer la signification politique, c'est un peu comme parler de quelque chose qu'on ne connaît pas. C'est pratiquement inévitable et on n'en meurt pas, encore faut-il qu'on nous donne les moyens de progresser, ce qui n'est pas le cas, puisque c'est un des aspects du militantisme qui n'intéresse pas nos dirigeants. En règle générale les militants sont livrés à eux-mêmes et doivent se débrouiller seuls pour analyser leurs propres expériences ou ils n'en parlent pas pour ne pas passer pour des imbéciles, ce qui est le meilleur moyen de le rester.

Si j'avais un conseil amical à leur donner, c'est d'observer attentivement le comportement des autres militants, ils y reconnaîtraient le leur pour se corriger ou éviter à l'avenir de les imiter. On apprend à se connaître au contact des autres et pas autrement au départ, par la suite après des

années d'expériences on parvient à s'observer directement soi-même, ce qui permet d'éviter de faire pas mal d'erreurs, cela fait partie de l'école de la vie.

On s'est écarté de notre sujet, mais pas tant que cela, car pour caractériser les différents courants politiques ou pour progresser en tant que militant, il faut acquérir un solide esprit critique qui passe par la maîtrise du matérialisme dialectique.

L'affaire Benalla a fait l'objet de plusieurs interprétations, qui reflètent différents aspects de la situation, donc au lieu d'agir en vulgaire dogmatique en ne retenant que celle qui correspond à notre sensibilité ou à notre manière d'aborder la situation au risque d'exclure certains facteurs qui jouent un rôle déterminant, nous devons les considérer comme complémentaires en laissant de côté les plus farfelues ou à caractère policier, parce que c'est le seul moyen de tenir compte des rapports entre les classes et à l'intérieur de chaque classe, pour saisir l'évolution ou l'orientation des différentes représentations idéologiques du régime pour mieux le combattre.

Les travailleurs n'abordent pas la situation sous le même angle, les idées de la classe dominante étant les idées dominantes, ils l'aborderont de préférence sous l'angle adopté par la classe dominante, sous un angle qui est favorable à la classe dominante. Donc pour qu'ils en arrivent à l'aborder sous un angle qui correspond à leur propre terrain de classe, il faut commencer par leur montrer ce que la classe dominante leur cache ou ce qu'ils ignorent, comment elle opère en coulisses à leur dépend, pour que ses réelles intentions soient mises en lumière, afin qu'ils saisissent qu'ils faisaient l'objet d'une manipulation qui avait pour objectif de les maintenir dans l'ignorance de la situation réelle pour qu'ils ne soient pas en mesure d'intervenir dans la lutte de classes, car lorsqu'on ne comprend pas une situation on aura tendance à ne pas s'en mêler, on adoptera une attitude passive qui reviendra à la subir...

Deux internautes se sont posés des questions.

1- "Ces images sont connues, nous le savons désormais, par le ministère de l'intérieur, la préfecture de police de Paris, l'Élysée depuis le 2 mai. Donc aussi par les journalistes. Mais n'apparaissent que maintenant.

Le jour où Macron fait envoyer un convoi humanitaire en Syrie, semblant se rapprocher de la Russie dont il a vu le président à 2 reprises pendant la coupe du monde. Publiées par Le Monde dont les accointances avec les néo-conservateurs américains et leur politique en Syrie est flagrante depuis des années. Amplifié par les révélations du Canard Enchaîné d'hier qui, bizarrement, me semble depuis longtemps avoir les mêmes complaisances que la majorité de ses confrères vis.à vis de l'État profond US.

Le moment où ces faits ont été rapportés ne saurait être fortuit. Car Lordon a raison : d'habitude on en parle pas, encore plus quand ça touche la présidence Macron. Alors que Le Monde a fait partie de ceux qui l'ont aidé à en arriver là, avec le bouquin qui a dézingué Hollande (Un président ça ne devrait pas dire ça) et, aidé par le canard, en dézinguant Fillon au quotidien pendant des semaines...

Pourquoi maintenant est la question de tout ce « spectacle »."

2- "On oublie que c'est Le Monde, "journal de révérence" et ancien soutien déterminé à l'élection du Président qui a lancé l'affaire Benalla. Plutôt que relever ce grand moment de courage journalistique comme cela a été fait, on devrait plutôt se demander quels parrains de M. Macron ont décidé de le bousculer, en dehors des patrons du Monde bien entendu, et pourquoi. A-t-il déplu en oubliant qui l'a fait roi? On saura sans doute cela si cet été l'affaire n'est pas médiatiquement enterrée cet été et si, prochainement, une nouvelle marionnette est sortie du chapeau oligarchique pour concourir à sa place aux prochaines présidentielles. Il reste que nous

vivons des heures gravissimes pour la France dont une part des élites fait de plus en plus figure d'aristocratie et de "parti de l'étranger". Le pire est de toute évidence devant nous."

A ce stade on ignore si c'est un des clans de l'oligarchie ou des hauts fonctionnaires, de la police ou de l'armée qui est à l'origine de la sortie du Monde, puis depuis avant-hier de Libération...

En complément

- Un truc vieux comme le monde : Provocation - réaction -réprobation - répression ou reprise en mains.
- Quand des oligarques font monter la sauce, après le tandem Niel-Pigasse, c'est au tour de Drahi.
- Le Monde est à l'origine de l'affaire Benalla-Macron, Libération prend le relais...
- Quand c'est le barbouze Benalla qui fournit la version officielle qui sera retenue...
- Quand le milicien parade sur TF1 et LREM et refuse de s'exprimer devant le Parlement...
- Benalla : «Je n'ai rien fait de répréhensible» - LeParisien.fr 28.07

Après une semaine de silence, Alexandre Benalla enchaîne les prises de parole. Après une interview au journal « le Monde » parue jeudi...LeParisien.fr 28.07

Au passage, un appel à casser du manifestant... puisque c'est tout à fait légal...

Un "pari" calculé mais risqué... un euphémisme.

- Emmanuel Macron et le pari russe - Sputnik 25.07

La distribution conjointe d'aide humanitaire par la France et la Russie, malgré les couacs qui l'accompagnent, est un signe supplémentaire de l'inflexion diplomatique qu'est en train d'opérer Paris sur le dossier syrien. C'est l'avis du journaliste et spécialiste du Moyen-Orient Christian Chesnot. Il s'est confié à Sputnik.

D'après lui et comme le révèle Libération, citant un spécialiste du dossier, «cette opération humanitaire a été décidée à l'Elysée, pas au Quai d'Orsay». Le palais présidentiel semble vouloir prendre le contrôle du dossier syrien. Mais pourquoi?

«Emmanuel Macron a toujours plus ou moins gardé la main concernant la Syrie. Pourtant, cette décision de mener une opération humanitaire conjointe avec la Russie est un signe supplémentaire de l'inflexion dans la politique diplomatique de la France concernant la Syrie», explique Christian Chesnot à Sputnik.

Pour Christian Chesnot, le rapprochement avec Moscou tenté par Emmanuel Macron s'explique par une analyse pragmatique de la situation sur le terrain:

«La Russie a gagné en Syrie. C'est un fait. Damas a repris quasiment tout le pays, les rebelles ont pratiquement été effacés du sud. La France s'est retrouvée hors-jeu. Elle veut revenir sur le terrain. Emmanuel Macron a juste analysé la situation de manière pragmatique et s'est dit que l'on entrait dans une nouvelle phase. Une phase où il faut renouer contact avec la Russie.»

Quid du «lobby néo-conservateur» au Quai d'Orsay, composé de «pro-Otan, pro-Etats-Unis, anti-Iran, anti-gouvernement syrien» comme le décrit Christian Chesnot? Et bien selon le spécialiste du Moyen-Orient, même s'ils voient d'un mauvais œil un rapprochement avec Moscou, ils n'auront pas d'autre choix que de suivre l'Elysée. Avant de conclure: «De toute façon, le pays qui les préoccupe le plus, c'est l'Iran.» Sputnik 25.07

L'affaire Benalla vue sous des angles différents

Macron : Une erreur de casting ? - Comité Valmy 27 juillet 2018

Extrait. Les interventions de certains de ses parrains, à commencer par le premier des oligarques français, François Pinault, suivi par les gardes flancs que sont Jacques Attali et Alain Minc, témoignent de leur perplexité, face, non pas à ce que le jeune roi ferait, mais à la façon dont il le ferait. Le choix du terme « insurrection » par Minc n'est sûrement pas dû au hasard. Emmanuel Macron fit répondre à Pinault par Ferrand de manière insultante. Il a eu tort, oubliant qu'il ne faut jamais négliger les signaux faibles.

C'est pourquoi il faut essayer de comprendre le pourquoi de la volte-face du journal Le Monde, jusque-là soutien assidu d'Emmanuel Macron, qui a envoyé un sacré missile avec la révélation de l'existence et du comportement du chouchou du président. Ne nous laissons pas impressionner par les éléments de langage des godillots, et la risible invocation de l'article 73 du code de procédure pénale. Il faut quand même rappeler la brochette de graves infractions manifestement commises à cette occasion. De façon inattendue, quelques heures après la victoire en Coupe du Monde de football, en pleine période de congés d'été, l'étincelle lancée a embrasé la plaine. Que s'est-il passé ? La première interrogation c'est la raison du missile du Monde, ceux d'Ariane Chemin ne sont jamais gratuits. Les rafales de révélations qui ont suivi dans les deux jours montrent bien que le dossier était prêt. Et ne pouvait être seulement le fruit d'un travail de journaliste d'investigation. Règlement de comptes au sein de la sphère policière ou opération de plus grande envergure visant à affaiblir durablement le chef de l'État ? Impossible de répondre aujourd'hui, mais il est clair que quelqu'un a appuyé sur un bouton. Et qu'à la surprise générale de nombreuses forces par effet d'aubaine se sont mises en mouvement et ont convergé pour en faire une affaire d'État.

Parce que c'était leur projet

On rappellera à ce stade que la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017 est le fruit d'un ensemble d'éléments dont quelques-uns relèvent de l'opération concertée. Il y a le choix d'Emmanuel Macron par la caste de la haute fonction publique de l'inspection des finances – incarnée par Jean-Pierre Jouyet -, l'appui de l'oligarchie, l'incroyable soutien médiatique, et des moyens financiers considérables. Mais surtout le raid judiciaire organisé par le couple infernal Parquet national financier (PNF) et Pôle d'instruction du même nom contre la candidature de François Fillon. Lancé par Le Canard enchaîné, il a vu une partie de l'appareil judiciaire conduire une procédure à une vitesse sans précédent pour ce type d'affaires. En liaison, de façon grossière, avec la presse destinataire en urgence de pièces tronquées. (...)

Macron en mode Jeff Tuche

Le résultat a été de fausser le premier tour de l'élection présidentielle et de permettre à Macron de devenir président de la République grâce à moins de 18% des inscrits au premier tour qui était le seul qui comptait. Cette opération, qui a amené à l'Élysée un candidat inconnu et improbable au CV politique particulièrement léger, et à l'Assemblée une cohorte de parlementaires incompétents, a bien sûr particulièrement brutalisé les mondes politique et administratif existants. Emmanuel Macron est comme quelqu'un qui a gagné une fortune au Loto. Il est persuadé que ce sont ses qualités et non un concours de circonstances qui l'ont amené là. (...)

Narcissisme, ego boursoufflé, autoritarisme et absence de véritable culture politique, Emmanuel Macron a adopté des comportements et des attitudes qui ont transformé, pour les battus, les humiliations en exaspération. Notamment devant le comportement incroyable de suffisance de la petite caste de ses amis, verrouillés dans le bunker de Bercy. Plus récemment, la gay pride pornographique dans la cour de l'Élysée, l'exhibitionnisme gênant de la célébration de la victoire en Coupe du Monde de football, le retour au galop d'un sociétalisme que les bourgeois de province exècrent, et quelques autres incidents ont sérieusement fissuré ce bloc bourgeois dont il ne faut pas oublier que le ralliement de la partie nationale fut contraint et forcé. En son sein, beaucoup des perdants de l'année dernière, battus aux législatives par des chèvres, sont avides de revanche. Il ne fallait pas croire non plus que cette façon de gouverner en solitaire entouré d'une petite poignée d'affidés et de favoris peu recommandables n'allait pas heurter l'administration française. Un État est aussi un monstre administratif, il ne se réduit pas à trois bureaux à l'Élysée et quelques petits marquis répartis entre la rue du Faubourg Saint-Honoré et Bercy.

La facture de la mystification de 2017 ?

Finalement, la révélation du journal de Matthieu Pigasse est entrée en résonance avec une sorte de climat insurrectionnel. Non pas au sein des couches populaires, qui en général détestent Macron mais pour l'instant comptent les coups, mais plutôt dans des secteurs divers de la bourgeoisie, des couches moyennes et de l'administration. Personne n'a envie de prendre les armes évidemment, mais on sent la rage et l'envie de régler des comptes. Et ce d'autant que, pour l'instant, le bloc populaire est divisé et les partageux silencieux. Le jeune roi se verrait-il présenter la facture de la mystification de 2017 et de son comportement ? (...) Comité Valmy 27 juillet 2018

- Macron Gate ou pourquoi l'affaire Benalla ? - Comité Valmy 26 juillet 2018

Extrait. Mais pourquoi tout à coup la machine s'est-elle mise en route ? N'a-t-il pas suffisamment rempli le contrat de déstructuration de l'Etat pour lequel il a été lancé ? S'est-il pris à rêver d'être un véritable Président, qui rencontre Trump et Poutine, décide d'aller se rendre trois fois en Russie (au Forum économique de Saint-Petersbourg, à la demi-finale et à la finale) faisant voler en éclat l'isolement politique du Mondial ? Peut-on croire qu'il y ait encore des "forces saines" dans le pays qui, choquées par ce qui se passe, aient suffisamment de poids pour faire faire une volte-face à la presse main stream, quand elles n'ont rien pu faire contre le coup d'état médiatico-juridique qui a porté Macron au pouvoir ? Bref, ce scandale monté en affaire d'Etat, en révélation d'un "Système Macron" où trouve-t-il sa source, son impulsion ?

Cette question m'intéresse beaucoup plus qu'une énième révélation sur les frasques d'un Benalla. Car en fonction de sa réponse nous aurons soit la chance de voir un réel nettoyage de notre système politique (n'oubliez pas que le Père Noël existe tant que son inexistence n'est pas démontrée), soit il ne s'agira que d'un rappel à l'ordre au "petit Macron" qui reviendra à sa place d'exécuteur des basses oeuvres, soit ... il s'agira d'un prétexte pour encore affaiblir les institutions étatiques. La présidence affaiblie, salie, la Ve république a vécu et l'on pourra nous vendre une VIe parlementaire, totalement maîtrisable. Comité Valmy 26 juillet 2018

Benalla et Crase multirécidivistes

- 1er mai L'autre interpellation de Benalla et Crase - Liberation.fr 28.07

Dans une vidéo révélée par «Libération», on voit les deux hommes intervenir contre des manifestants au jardin des Plantes, trois heures avant les événements de la place de la Contrescarpe. L'un d'eux, placé en garde à vue, a porté plainte jeudi avec la militante qui filmait.

Des images de cette scène, capturée par le téléphone d'une amie de l'interpellé, ont été supprimées au moment de l'arrestation par un fonctionnaire menaçant. La vidéo a été récupérée sur la carte mémoire du téléphone grâce à un logiciel dédié. Selon nos informations, deux nouvelles plaintes ont été adressées jeudi au parquet de Paris, pour «violences volontaires par personnes dépositaires de l'autorité publique en réunion», «usurpation de signes réservés à l'autorité publique aggravé par le fait qu'ils facilitent la commission d'un délit», «usurpation de fonctions», «atteinte à la liberté», «dégradation de biens», et «introduction frauduleuse dans un système de traitement de données». Déposées contre X, ces plaintes ciblent néanmoins Vincent Crase, Alexandre Benalla et Philippe Mizerski, le major de la préfecture qui était chargé, théoriquement, de les encadrer.

La séquence en cause est extraite d'une vidéo de six minutes, et se termine brusquement au moment de l'interpellation. Quand les images commencent, un petit groupe de manifestants est rassemblé près de policiers en tenue dans le jardin des Plantes. L'un des manifestants est contrôlé puis relâché. Noémie (1), 24 ans, fonctionnaire au ministère de la Justice et militante communiste, dit avoir commencé à filmer «parce qu'un policier a bousculé un manifestant». Les forces de l'ordre sont nombreuses, se mettent en ligne, et repoussent les quelques militants, contraints de suivre la direction indiquée.

«Les gens essayaient de partir par tous les moyens. Il y avait beaucoup de gaz lacrymogène, on voulait traverser le parc pour partir à l'opposé de la manifestation», raconte aujourd'hui Romain, 23 ans, étudiant en sciences politiques à l'université Paris-I. Sur la vidéo, Noémie s'inquiète alors de la tension ambiante : «Ils nous suivent encore [les policiers, ndlr], je n'ose pas éteindre ma caméra.» Portable à la main, elle continue de filmer, tandis que la ligne de policiers avance dans leur dos. L'un d'eux leur indique une nouvelle fois la direction à suivre pour sortir. C'est alors que les manifestants empruntent un petit chemin, et tombent une minute plus tard nez à nez avec Alexandre Benalla, Vincent Crase et le major Mizerski. Noémie filme toujours et explique à Libération : «A ce moment-là, j'ai le téléphone dans la main au niveau de mon torse.» Au premier plan, Vincent Crase, arborant un brassard «police», ordonne aux militants de quitter le jardin des Plantes par une sortie. Juste derrière lui, figurent Benalla et le major Mizerski. L'instant est fugace et ne permet pas de voir si Benalla est lui aussi porteur d'un brassard à cet instant. «On vient de nous dire qu'il fallait qu'on sorte rue Buffon», «faut se mettre d'accord», lancent les manifestants, pensant être face à des policiers de la BAC.

De façon autoritaire, Vincent Crase rétorque : «Vous allez là-bas.» Au même moment, à l'arrière-plan, on entend : «Elle filme, elle filme.» L'un des manifestants répond tout de suite : «Elle a le droit de filmer.» Puis les images deviennent floues. La jeune femme hurle, la séquence se coupe. Romain, qui commençait à s'éloigner, réagit : «Je vois que Noémie est ceinturée d'une façon très violente. Je ne sais pas quoi faire, je vais vers eux, je pose mes bras sur la personne qui ceinture Noémie et quelqu'un derrière moi me fait une balayette et me menotte.» Sous le choc, Romain ne se souvient plus qui le met au sol : «J'avais la face contre le sable, je n'ai pas vu la suite.»

Noémie poursuit : «Je me suis fait plaquer contre l'arbre le plus proche avec le téléphone dans la main. J'ai les deux bras écartés et mon corps tape l'arbre.» La jeune femme, elle aussi en état de choc, n'est pas en mesure d'identifier la personne qui la plaque. Un peu en retrait, Elias, 22 ans, surveillant dans un lycée parisien et militant communiste lui aussi, est témoin de la scène. Il dit se souvenir très bien que «la personne qui saute sur Noémie avait les cheveux rasés». Une description qui pourrait donc correspondre à Vincent Crase.

La scène se poursuit et, manifestement, l'existence de la vidéo inquiète leurs interlocuteurs. Noémie se souvient qu'on lui hurle alors distinctement : «Eteins [la vidéo] ! Eteins !» Quelqu'un lui demande ensuite sa carte d'identité, s'éloigne de 10 à 15 mètres et la regarde longuement. «Je me souviens qu'à côté, un manifestant avait mal, il saignait, mais on m'a dit "regarde ailleurs", raconte Noémie, encore très choquée. Ce n'est d'ailleurs qu'à ce moment-là que je réalise que Romain aussi est interpellé.»

Celui qui est parti avec la carte d'identité est de retour. Un nouvel échange vif débute : «On n'a pas le droit de manifester en France le 1er Mai ?» s'insurge Noémie. Réponse de son interlocuteur selon son récit : «Non, t'as qu'à aller au Venezuela ou à Cuba.» La jeune femme, «terrorisée», garde les mains en l'air depuis de longues minutes. Son interlocuteur la menace pour récupérer la vidéo, assure-t-elle : «Donne-moi ton téléphone, sinon on t'embarque.» Noémie, hors d'elle, répond : «Vous n'avez pas le droit de faire ça.» Selon la militante, l'homme examine alors les photos et les vidéos, et en supprime plusieurs. Puis lui rend l'appareil et leur ordonne de «dégager». «Est-ce que je peux savoir votre numéro de matricule ?» s'énerve Noémie. Toujours selon elle, l'homme répond «007». Le soir, Noémie parvient à récupérer la vidéo effacée.

Contactés par Libération, les avocats des deux plaignants s'indignent. Nadja Diaz, conseil de Romain, condamne «la garde à vue éprouvante de [son] client pour des faits particulièrement graves qu'il n'a pas commis. Il attend que la lumière soit faite sur le rôle joué par ceux, désormais bien connus, qui n'avaient manifestement pas autorité pour intervenir d'une quelconque manière dans son arrestation». Quant à l'avocat de Noémie, Grégory Saint Michel, il pointe la responsabilité directe des autorités : «La préfecture de police, le ministère de l'Intérieur, la présidence de la République savaient que ce jour-là, messieurs Benalla, Crase, et Mizerski avaient commis des exactions. Ont-ils poussé leurs investigations plus loin pour connaître leur folle journée ? Ont-ils préféré se cantonner aux faits dénoncés de la Contrescarpe pour se contenter d'une petite mise à pied, non appliquée au demeurant ?» Vincent Crase et l'avocat d'Alexandre Benalla n'ont de leur côté pas répondu à nos sollicitations.

(1) Tous les prénoms ont été modifiés.

Totalitarisme. Répression aveugle.

- Tour de France: un gendarme prend Christopher Froome pour un touriste... et le plaque au sol - lesoir.be 25.07

Après une 17e étape déjà compliquée pour lui sur le plan sportif, Christopher Froome a connu une situation pour le moins surprenante après la course.

Alors qu'il redescendait vers son bus, situé au pied du col du Portet, sur son vélo, un gendarme l'a pris pour un cyclotouriste et l'a directement plaqué au sol.

Le quadruple vainqueur de la Grande Boucle s'est retrouvé couché par terre, devant plusieurs supporters ébahis, avant qu'un assistant de la Sky ne vienne recadrer le gendarme coupable.

L'attaché presse de la formation Sky a tout de même tenu à rassurer directement : «C'était une incompréhension, Chris va bien». lesoir.be 25.07

Parole d'un faussaire, d'un imposteur, d'un mystificateur.

- Affaire Benalla: "L'Elysée n'a jamais rien caché", selon Macron - Reuters 25.07

Les faits ou déclarations qui contredisent Macron.

- Alexandre Benalla habite à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Mais Le Monde a révélé, vendredi 20 juillet, que le jeune homme a déclaré le 9 du même mois résider au 11 quai Branly, dans le très chic 7e arrondissement de Paris.

S'agissant du logement de fonction parisien dévolu à Alexandre Benalla, Patrick Strzoda a indiqué qu'il lui avait été attribué avant les incidents du 1er-Mai et qu'il n'avait "jamais été occupé". "Il était attribué en fonction de la disponibilité, à tout moment, qui était demandée à M. Benalla."

- Patrick Strzoda a précisé que la retenue différée - jamais dévoilée à ce jour - participait "d'une mesure de gestion" au titre d'un décret de 1986 qui régit l'emploi des contractuels et interdit la suspension de traitement. Reuters 25.07

- Le directeur de cabinet de l'Élysée, Patrick Strzoda s'est attaché, devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, mardi 24 juillet, à démentir certaines rumeurs qui couraient à ce sujet : "J'ai entendu dire qu'il avait une rémunération de 10 000 euros mensuels. C'est faux", a-t-il affirmé, sans toutefois avancer de chiffre précis.

"Ces informations sont connues de la Cour des comptes qui nous contrôle chaque année et elles sont connues de la mission parlementaire de la commission des finances. Donc ces informations sont à votre disposition", a-t-il ajouté. Patrick Strzoda a par la suite été démenti par le député centriste Philippe Vigier. "Ni Lise Magnier, ni moi, les rapporteurs spéciaux de la mission 'pouvoirs publics', ne disposons des informations sur la rémunération et les avantages accordés à Alexandre Benalla", a réagi l' élu d'Eure-et-Loire sur Twitter. francetvinfo.fr 25.07

Selon les informations du Canard Enchaîné, le jeune homme émargeait en fait à 7 113 euros bruts mensuels. Selon un document gouvernemental transmis à l'AFP, il touchait environ 6 000 euros nets par mois. francetvinfo.fr 25.07

- Alexandre Benalla avait choisi d'anciens officiers de sécurité de Hacène Chalghoumi, connu comme « imam » de Drancy. Il avait aussi sélectionné des recrues hors SDLP. Notamment un ancien militaire, policier depuis peu, lequel a néanmoins passé avec succès les tests en vigueur dans la police sur la protection rapprochée. Il a donc atterri directement au GSPR malgré son inexpérience en protection de personnalité. Le Point.fr 21.07

- Macron à propos de Benalla : «Je suis fier de l'avoir embauché à l'Élysée» - LeParisien.fr

- Macron aux médias: "Vous avez dit beaucoup de bêtises" sur l'affaire Benalla - AFP

- Affaire Benalla : des "barbouzes" assurent-ils la protection d'Emmanuel Macron ? - Franceinfo

- Alexandre Benalla "bagagiste" des Bleus? La "fadaise" de Castaner moquée par Macron - huffingtonpost.fr 25.07

"Alexandre Benalla, bagagiste d'un jour, n'a jamais occupé cette fonction dans la durée. Toutes ces choses qu'on a entendues..." s'est ensuite lamenté Emmanuel Macron sans toutefois préciser l'origine de cette information erronée. C'est pourtant Christophe Castaner qui l'a affirmé sur CNews, le jeudi 19 juillet, en détaillant les nouvelles attributions d'Alexandra Benalla, l'ancien chargé de mission élyséen au coeur d'une tempête politique. "Il n'a plus de fonction de sécurité aujourd'hui. Il a des fonctions logistiques. J'ai entendu dire l'Élysée qu'il était chargé des valises de l'équipe de France" lors du retour des Bleus à Paris le 16 juillet.

Une affirmation réitérée sur RMC et BFMTV, ce lundi 23 juillet, quand le secrétaire d'État des chargé des relations avec le Parlement a affirmé que l'ancien collaborateur de l'Élysée, filmé en train de frapper des manifestants le 1er mai à Paris, était "en charge de la logistique, notamment des bagages" des Bleus. Une réponse qui a fait s'étrangler l'opposition, accusant le gouvernement de vouloir minimiser le rôle d'Alexandre Benalla.

Avant Emmanuel Macron, son directeur de cabinet à l'Élysée, Patrick Strzoda, avait déjà démenti Christophe Castaner lors de son audition par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale dans l'affaire Benalla. huffingtonpost.fr 25.07

Circulez il n'y a rien à voir en ploutocratie.

- Sous une forme ou une autre, tous les protagonistes de l'affaire ont désormais parlé. - Le HuffPost 27.07

Vraiment ?

- L'opposition déserte la commission d'enquête Benalla à l'Assemblée - Reuters 27 juillet 2018

Le corapporteur Les Républicains de la commission des Lois chargée d'enquêter sur l'affaire Benalla à l'Assemblée a annoncé jeudi son départ de l'instance dénoncée comme une "parodie", à l'heure où les auditions touchent à leur fin.

"Est-ce que l'Elysée souhaite torpiller les travaux de notre commission ? Je le crois, je le crains", a déclaré Guillaume Larrivé face au rejet acté la veille de nouvelles auditions de responsables de l'Elysée, du ministère de l'Intérieur et de LaRem qu'il demandait. Reuters 27 juillet 2018

- Benalla: "rien ne (me) troublera", déclare Macron - AFP

"Il y a un président de la République qui est au travail, qui continue et que rien ne troublera", a déclaré Emmanuel Macron, interrogé jeudi à Madrid sur les conséquences de l'affaire Benalla.

- La loi sur la protection du secret des affaires validée par le Conseil constitutionnel - Franceinfo

Ce texte transpose une directive européenne. Il est vivement critiqué par des élus, des journalistes et des associations.

Parole d'internaute.

1- "...on pouvait s'attendre à du serment du jeu de paume, à du la patrie est en danger, à de grandes envolées et des actes forts. Et alors? On a vu des députés ânonner 20 fois à tour de rôle, la même question plutôt que de relever immédiatement les incohérences et invraisemblances des arracheurs de dent. On a vu Méluche s'écraser comme un nase après une baffe de Philippe pourtant facilement renvoyable dans ses 22. On a vu MLP toujours aussi nulle, déplorer un manque de fair play (je cite) quand on est en train de monter à l'assaut de l'Élysée avec le couteau dans les dents. On a vu le mari de l'ex-assistante du candidat Macron zozoter quelques réprimandes sans un mot plus haut que l'autre. On a vu le patron LR du sénat déplorer (quelle violence, que de haine comme dirait Macron) que le président ait préféré parler devant ses pompom-girls plutôt que devant les Français.

Est-on devenu un pays de pieds nickelés?"

LVOG - Un exercice de servilité unanime ou l'union nationale de la médiocrité...

2- "Je crois que vous rêvez quand vous parlez de révolution. Demandez à E. Todd, on ne fait pas de révolution avec des vieux. Les vieux, c'est frileux, c'est grincheux, c'est facho, mais ça ne castagne pas. Et nos jeunes? Ben y en a de moins en moins, et ils se divisent en trois catégories, l'immense majorité dont la militance et le sens civique se limite à Hanounah ou Fun Radio, les neuneus qui fondent l'alpha et l'oméga du combat politique dans le LGBT et les droits des minorités à crucifier les mâles blancs de plus de 50 ans et enfin, les barbus pour qui la république n'est qu'une déclinaison du démon qu'il conviendrait d'éradiquer.

Et vous savez quoi?

Macron et son gang le savent très bien.

Révolution?"

LVOG - Todd est bien mal placé pour parler de révolution, vous dites n'importe quoi. C'est un peu caricatural mais pas très éloigné de la réalité. Vaut mieux s'en tenir strictement au terrain de la lutte des classes...

3- "On assiste bien à une augmentation des violences policières au sein des manifestations. Les exemples ne manquent pas (retraités tabassés, jeunes non violents etc...) de personnes prises pour cibles alors qu'elles n'étaient pas en positions agressives. Les policiers n'agissent pas violemment par principe (sauf certains cas isolés), ils agissent sur ordre.

Il suffit également de regarder l'usage des lois votées soit disant pour lutter contre le terrorisme pour s'apercevoir que celles ci sont principalement utilisées contre les opposant politiques et économiques (80% des personnes arrêtées). Oui le néolibéralisme est fortement lié aux thématiques d'extrême droite, c'est même une nécessité pour sa survie, car il est de plus en plus fortement contesté par la population."

LVOG - L'extrême droite sert les intérêts du néolibéralisme, c'est un instrument du régime, pour défendre le régime... Tout ceux qui ont adopté le néolibéralisme, alimentent ou se servent de l'extrême droite, hier le PS.

4- "La grande force des journaux c'est que les lecteurs assidus vous rétorqueront "c'est vrai puisque tous le disent, et même la télé"...d'où le rôle essentiel du rédacteur en chef. La lecture devient alors un enrichissement pour les intellectuels qui ensuite étalent leur savoir : j'en connais plein."

LVOG - L'unique parade consiste à leur présenter des faits qu'ils ignorent en leur proposant de le vérifier eux-mêmes...

5- "Oui, je suis attristée de constater au sein même de ma famille et autour de moi, les gens croire " tout ce qu'on dit à la télé !" ...Au début, j'essayai d'expliquer le côté caché des événements qui pouvaient sous tendre l'actualité mais c'est peine perdue !

Depuis, j'ai abandonné l'idée de donner une autre vision ...En règle générale, les gens préfèrent le mensonge, car cela permet de ne pas se remettre en question et surtout de ne pas changer ! C'est une faiblesse mentale."

LVOG - Il faut leur rétorquer qu'il n'y a que les crétins pour croire sur parole les puissants et leurs porte-parole qui n'ont aucun intérêt à leur dire la vérité, sauf quand cela les arrange...

6- "Le pire, c'est quand ces gens là vous disent : toi t'y connais rien, tu ne regardes jamais les infos ! Combien de fois ça m'est arrivé ?"

LVOG - Vous pouvez leur demander de vous expliquer en quoi cette forme de mimétisme constituerait une marque d'intelligence...

7- ""Il est plus facile de tromper les gens que de les convaincre qu'ils ont été trompés." Mark Twain."

LVOG - L'amour-propre des gens est mal placé. Ils s'identifient à des idées qu'ils ont adoptées un jour sans trop savoir pourquoi ou ils seraient bien en peine de l'expliquer, et s'en séparer ce serait comme les amputer de quelque chose qui leur appartient. Il arrive aussi qu'ils conservent chez eux un tas de choses qui ne leur servent à rien depuis des années. Ils n'ont aucune idée sur leur propre comportement, ils sont faibles ou déséquilibrés sur le plan psychologique et ils ignorent.

Il vaut mieux parfois se livrer à un monologue plutôt que d'essayer de convaincre quelqu'un, si votre démonstration est cohérente, il arrivera que cela les déstabilise. Mais éviter de partir sur un autre sujet. Il faut prendre le temps d'écouter les autres, ensuite on leur demande de faire de même. Si on parvient à détecter où ils se trompent et pourquoi, en revanche on ignorera quand et comment, eux seuls le savent, donc il faut les laisser s'exprimer...

8- "Le drame des journalistes c'est d'oublier la fameuse phrase "je ne suis pas d'accord avec vous mais je me battrais pour que vous puissiez vous exprimer".

Ils sont pour beaucoup désormais dans le fameux bushisme "vous êtes avec nous ou contre nous" et sont prêts non plus à argumenter, ni débattre mais prêts à "abattre" la personne qui ne porte pas la même idée qu'eux pour la faire taire plutôt que débattre au risque d'être mis en défaut."

LVOG - Cela vaut également dans le mouvement ouvrier, d'ailleurs je crois n'avoir jamais connu autres choses...

9- "La plupart des gens, des "petites gens", ne lisent pas les journaux et regardent d'un œil le JT, sans en comprendre la moitié. Ce n'est pas qu'ils soient bêtes, c'est qu'ils ont à vivre. On leur dit que les Américains sont gentils, ils le croient volontiers, et donc que les Russes sont méchants. C'est aussi bête et basique que ça. Ils fonctionnent de manière binaire, alors que ce n'est pas forcément le cas dans le cadre de leur travail. "Les histoires du monde", ça les dépasse. Les bons, c'est forcément nous. Ce n'est pas du cynisme, c'est un raisonnement basique et spontané, un réflexe clanique, familial. Si nous avons des problèmes avec les Chinois, par exemple, le point de vue des Chinois est ignoré, impensé. Un Chinois ne peut pas avoir raison contre nous. Trente ans et plus que je constate cette manière de fonctionner des "gens" dans mon milieu (milieu populaire et rural, personnes peu instruites, industrieuses et généralement sympathiques, serviables, voire bonnes pâtes)."

LVOG - Ce milieu, dont je suis issu, voue un culte aux puissants même quand ils le piétinent ou le réduit à la misère, cela correspond à son niveau d'évolution... Je me souviens de mon père qui estimait qu'il était juste que les riches soient riches, en revanche il estimait injuste que d'autres travailleurs soient mieux lotis que lui, et quant à ceux qui avaient une condition pire que la sienne, c'était parce qu'ils étaient fainéants ou des bons à rien! Et jusqu'à sa mort je n'ai jamais réussi à lui faire adopter une de mes idées, et ma mère, 85 ans, en est au même point.

10- "La question est : pourquoi ça se passe comme ça ? La "propagande " n'existe pas d'aujourd'hui. Elle est vieille comme la politique et le pouvoir. Ce qui a profondément changé, c'est la force de frappe de cette propagande omniprésente qui utilise les incroyables moyens que fournissent aujourd'hui les médias "instantanés". Ça matraque partout, tout le temps, jour et nuit avec une démultiplication sans limite. Ce qui a profondément changé aussi, c'est la résistance de plus en plus faible "des masses " à la pénétration des messages omniprésents, avec un temps de réflexion réduit comme peau de chagrin. Et hélas, ce qui a profondément changé aussi, c'est la baisse générale de la culture historique, géographique, et politique au sens premier du terme, qui facilite, oh combien, le prêt à penser. Surtout si on le présente sous le camouflage "des libertés" et des "droits de l'homme "(dernier exemple en date,"le sauvetage des casques blancs qui fait pleurer dans les chaumières). C'est bien triste, mais les seuls responsables ne sont pas les manipulateurs. Les manipulés ont leur part de responsabilité, et elle n'est pas mince. Une évolution doit commencer par là. Et ça ne paraît pas être pour demain. "

LVOG - Sur l'échelle des responsabilités, ceux qui détiennent le pouvoir occupent le sommet, puis viennent les intellectuels, suivis par les classes moyennes, et enfin les éléments les plus évolués de la classe ouvrière, les plus défavorisés en sont exclus.

Si la propagande est devenue omniprésente au travers une multitude de supports, c'est qu'elle a un rôle à jouer. Si elle a une fonction à remplir, c'est qu'elle sert à quelque chose. Et si elle est utile, c'est qu'elle permet d'atteindre des objectifs politiques, dans le cas contraire, si elle était inopérante ou inefficace, cela n'aurait aucun sens et ils n'y recourraient pas. Donc il faut la démonter, la combattre farouchement, quotidiennement.

11- "L'espoir, c'est une réalité simple et incontestable, à savoir que la propagande en question est coincée dans une spirale de surenchère qui ne fait que la discréditer davantage au fil des jours. Il suffit par exemple d'aller jeter un coup d'œil aux fils de commentaires des articles russophobes mainstream pour se rendre compte que les dissidences d'opinions enflent chaque jour au sein du lectorat (en gardant encore à l'esprit que nombre d'entre-eux sont censurés ou simplement que les lecteurs ne se donnent pas la peine de réagir). Les gens sont de moins en moins dupes alors que les médias et gouvernements sont obligés d'en remettre une couche pour alourdir encore le trait de narratives déjà grotesques.

Pour s'en convaincre, une récente étude de l'institut Gallup aux USA (juin 2018):

<https://news.gallup.com/poll/1675/Most-Important-Problem.aspx>

A la question : "quelle sont les plus grands sujets d'inquiétude que la nation doit affronter aujourd'hui? Moins de 0.5% des Américains répondent "la situation avec la Russie". Les médias occidentaux ont beau se déchaîner, leurs citoyens s'en foutent éperdument. Sans doute que tout ce battage teinte la perception de la Russie (ou de la Syrie d'Assad, ou des républiques du Donbass, etc.) d'une coloration négative, mais il s'agit d'un vernis d'opinion très superficiel, et à mon avis facilement et rapidement réversible."

LVOG - Vous avez raison de soulever cette contradiction. Mais il ne faut pas oublier qu'une illusion peut en cacher une autre et ainsi de suite sans que vous en voyiez le bout. Tout dépend si vous êtes en mesure d'en tirer des enseignements, or la plupart des gens en sont incapables. Sinon, il n'y a que lorsque les bases du régime ont été sapées, et que la crise du régime prend une tournure révolutionnaire, que les masses deviennent hermétiques aux discours de ses représentants, l'heure de l'affrontement direct entre les classes a réellement sonné.

La propagande a pour fonction de retenir les masses d'affronter le régime, de le désigner comme responsable de leur condition. Elle lui sert de rempart, à canaliser et neutraliser la capacité d'agir des masses. De gros malins nous disent que la propagande n'aurait aucune emprise sur les masses, tout comme la publicité ou l'éducation qu'elles ont reçue, les idées qui leur ont été transmises quand elles étaient jeunes, et pourtant de génération en génération on constate qu'elles adoptent le même mode de vie ou de pensée, les mêmes rapports. Pendant ce temps-là rien ne change ou le capitalisme reste en place, mission accomplie.

La manifestation qui fait trembler le régime, camarade, la situation est révolutionnaire !

- Affaire Benalla: 150 manifestants à Paris pour "aller chercher Macron" - AFP 28 juillet 2018

"Macron démission, Benalla en prison", ont notamment scandé les manifestants, réunis à l'appel du Front social uni, qui fédère des syndicats professionnels (Sud, des branches de la CGT), des syndicats étudiants, ainsi que des collectifs féministes ou d'aide aux sans-papiers. AFP 28 juillet 2018

Aux ordres. Benalla déjà réhabilité par la hiérarchie policière et militaire... et médiatique.

- Pluie de témoignages pour saluer le "talent" Benalla - Reuters 25 juillet 2018

"Courage", "engagement", "excellence", les autorités rivalisent de superlatifs pour saluer les qualités d'Alexandre Benalla, en contraste saisissant avec les syndicats qui décrivent des fonctionnaires de police "terrorisés" par cet homme.

"Alexandre Benalla, c'est quelqu'un qui nous a accompagnés pendant la campagne, avec beaucoup de courage et d'engagement", a dit Emmanuel Macron mardi, dans ses premières explications sur l'affaire devant les députés de la majorité. "Quoi qu'il advienne, quoi qu'il se passe dans cette affaire, je n'ai pas à oublier cet engagement ou à ne pas me souvenir de ce qu'il a fait et de ce qu'il a été", a-t-il poursuivi, évoquant le "talent" du chargé de mission.

"Il a beaucoup fait durant l'année qui vient de s'écouler, dans ce cadre-là. Il a aussi gagné la confiance de certains de ses interlocuteurs en dehors de l'Élysée avec lesquels il travaillait au quotidien", a-t-il ajouté.

Le Commandant militaire de la présidence de la République, Éric Bio-Farina, entendu mercredi par la commission des Lois de l'Assemblée, a décrit un "excellent spécialiste" doté d'une "grande faculté d'anticipation", frappé seulement de quelques défauts de jeunesse.

"Il avait 26 ans, il avait sans doute quelques défauts propre à la jeunesse, une forme d'enthousiasme, de fougue qui pouvaient paraître parfois un peu débridés, mais en tout cas sur le plan opérationnel et missionnel, tout le monde à la présidence de la République appréciait les services rendus par Alexandre Benalla et ce serait lui faire une grave injustice que de le nier maintenant", a-t-il déclaré, démentant avoir eu vent de frictions entre gendarmes et policiers et ce dernier.

Même analyse mardi du directeur de cabinet d'Emmanuel Macron Patrick Strzoda, supérieur hiérarchique du collaborateur, pour qui "il excellait" et "était très apprécié dans la maison car c'est quelqu'un qui était extrêmement disponible, extrêmement réactif, extrêmement efficace".

En revanche, les principaux syndicats de policiers auditionnés mardi au Sénat, ont décrit une personne qui "faisait régner la terreur au sein du GSPR (Groupe de sécurité de la présidence de la République-NDLR). Il incarnait à travers ses propos, son attitude, une position de pouvoir suprême", selon les mots du secrétaire général d'Unité-police Force ouvrière, Yves Lefebvre.

Mais au plus haut niveau, les responsables préfectoraux et policiers démentent avoir été mis au courant d'abus.

"La crainte qu'il peut inspirer c'est clairement inexact au sein du GSPR", a dit aux députés le chef du GSPR, Lionel Lavergne, qui a exclu avoir été informé de "difficultés de comportement" concernant le collaborateur, tandis que le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, a nié devant le Sénat avoir eu connaissance d'aucune situation où Alexandre Benalla aurait "mis en péril ou gêné" une opération. Reuters 25 juillet 2018

L'heure a sonné de la contre-offensive.

- Affaire Benalla: la majorité dénonce en chœur une "instrumentalisation politique" - AFP 28 juillet 2018

Au lendemain de l'intervention controversée d'Alexandre Benalla au journal de 20H00 de TF1, les composantes de la majorité ont dénoncé samedi à l'unisson une "instrumentalisation politique" de l'affaire par l'opposition, invitant à "passer à autre chose".

"Il y a eu une instrumentalisation politique. Ceux qui exerçaient le monopole du pouvoir depuis des décennies essayent de déstabiliser le nouveau président", avance ainsi le président du MoDem,

François Bayrou, dans une interview au Monde où il récuse toute "affaire d'Etat" et fustige "l'ère du soupçon universel".

Dans sa défense d'Emmanuel Macron, l'ancien ministre de la Justice glisse cependant quelques coups de griffe, trouvant "inutilement western" la formule présidentielle "qu'ils viennent me chercher" ou "l'organisation de la majorité présidentielle pas encore aboutie" entre LREM et MoDem. Et il appelle à reprendre sur "des bases nouvelles" la réforme institutionnelle.

Même son de cloche chez Gabriel Attal, porte-parole de LREM, pour qui les oppositions se sont "abîmées dans cette séquence".

"L'instrumentalisation politique et le blocage du processus législatif leur coûtera en termes d'image. Pendant toute cette séquence, le monde ne s'est pas arrêté de tourner, seuls les députés de l'opposition ont décidé de faire grève", a déclaré au Point ce député des Hauts-de-Seine.

L'affaire Benalla devrait cependant continuer à occuper les travaux du Parlement la semaine prochaine, avec l'examen des motions de censure de droite et de gauche à l'Assemblée mardi, et la poursuite des travaux de la commission d'enquête du Sénat, qui entendra notamment Christophe Castaner, délégué général de LREM. AFP 28 juillet 2018

La cote de popularité de Macron subit le même traitement à géométrie variable que le chômage.

- Malgré l'affaire Benalla, la confiance en Macron et Philippe remonte - Le HuffPost 28.07

La cote de confiance d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe est en légère hausse (+2) en juillet, après deux mois de forte baisse, selon un sondage Harris Interactive réalisé de mardi à jeudi et publié samedi.

Avec 42% d'opinions positives chacun, le chef de l'Etat et son Premier ministre progressent de 5 points auprès des Français interrogés qui n'expriment aucune préférence partisane.

En pleine affaire Benalla, ils cèdent en revanche du terrain auprès de tous ceux qui expriment une préférence politique, y compris pour La République en marche (-7 pour Macron, -4 pour Philippe), selon cette enquête pour le site Délits d'Opinion, un site spécialisé dans l'analyse de l'opinion publique.

Enquête réalisée en ligne du 24 au 26 juillet auprès de 966 personnes de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Marge d'erreur de 1,4 à 3,1 points. Le HuffPost 28.07

Emmanuel Macron voit sa popularité baisser après l'affaire Benalla - Le HuffPost 29.07

Non, l'affaire Benalla n'est pas vraiment sans conséquence pour le chef de l'État. Dans le dernier baromètre Ifop/JDD publié ce dimanche 29 juillet, Emmanuel Macron voit sa cote de popularité baisser d'un point, pour s'établir à 39% d'opinions favorables, soit le plus bas score mesuré par cet institut depuis sa prise de fonction.

Si la perte d'un point n'a -en soi- rien de dramatique, le détail des résultats publiés par l'hebdomadaire a de quoi interpeller l'exécutif. Le JDD indique en effet que le sondage a été réalisé "en deux temps". Une première étude a été faite les 18 et 19 juillet, soit dans les 24 heures qui ont succédé au premier article du Monde sur Alexandre Benalla. Sur cette période, "il gagnait alors 1 point de popularité par rapport à juin", note l'hebdomadaire.

La deuxième phase de l'enquête, opérée entre les 25 et 27 juillet (soit en plein coeur de la polémique), s'avère bien difficile pour Emmanuel Macron. Sur cette seconde période, le chef de l'État dévisse de quatre points, pour s'établir à 37%. "L'impact est donc bien là, même si, une fois les deux vagues reconstituées, le chef de l'Etat est mesuré à 39%", résume l'hebdomadaire. Et ce n'est pas tout. Toujours selon cette étude, la popularité d'Emmanuel Macron s'érode même auprès de ses soutiens, perdant 12 points auprès des sympathisants du MoDem entre les mois de juin et juillet (de 58 à 46%).

Pour se rassurer, le président de la République peut se tourner vers le sondage Harris Interactive réalisé de mardi à jeudi et publié samedi dans lequel sa cote de confiance (et non de popularité) gagne deux points. Le HuffPost 29.07

Dans la guerre des clans au sommet de l'oligarchie, c'est celui qui incarne le mieux leurs intérêts collectifs qui l'emporte.

- Trump-Poutine: déminage à tous les étages à Washington - AFP 25.07

La Maison Blanche a annoncé mercredi le report du prochain sommet entre Donald Trump et Vladimir Poutine, dans une vaste opération de déminage pour tenter d'en finir avec la polémique incessante née de la première rencontre bilatérale entre les présidents américain et russe. AFP 25.07

- Trump et Juncker désamorcent la crise entre Washington et Bruxelles - AFP 25.07

Donald Trump et le chef de l'exécutif européen Jean-Claude Juncker ont désamorcé mercredi la crise née des tarifs douaniers imposés par les Etats-Unis, annonçant une série de décisions dans l'agriculture, l'industrie et l'énergie dont la portée exacte reste cependant à confirmer. AFP 25.07

L'Agence Française de Propagande (AFP) porte-parole du clan de l'oligarchie opposé à Trump a singulièrement manqué de précision ou édulcoré les faits.

- L'UE a fait des concessions à Trump pour éviter une guerre commerciale - Reuters 26 juillet 2018

Le président américain, Donald Trump, a obtenu de l'Union européenne des concessions commerciales de nature à éviter une guerre commerciale entre les deux blocs, rapporte le Wall Street Journal citant un responsable européen.

Reçu à la Maison blanche, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, auraient ainsi accepté que l'Union s'engage à importer davantage de soja, qu'elle réduise ses droits de douane dans l'industrie et qu'elle agisse davantage sur les exportations de gaz naturel liquéfié.

Un terrain d'entente a également été trouvé afin de faciliter les exportations du secteur américain d'équipements médicaux.

Citant le responsable européen, qui a assisté à la réunion organisée à la Maison blanche, le Wall Street Journal indique que les deux parties travaillent toujours à l'élaboration d'un communiqué commun susceptible d'aplanir leurs divergences sur l'automobile.

Ces informations ont été saluées à Wall Street où les principaux indices boursiers ont immédiatement amplifié leurs gains. Le Dow Jones a terminé en hausse de 0,68% alors qu'il était presque à l'équilibre quelques minutes auparavant. Reuters 26 juillet 2018

Rappelons aux lecteurs ce qu'ils ignorent en général, c'est-à-dire que l'UE impose des droits de douane ou des taxes sur certaines importations supérieures à celle des Etats-Unis qui réclament un traitement équitable. L'AFP et les médias acquis au clan de l'oligarchie va-t-en-guerre ou le plus extrémiste déforment les faits en sous-entendant exactement le contraire ou en mentant ouvertement (fake news).

Quel clan de l'oligarchie est derrière Trump ? Quand l'institution financière la plus puissance du monde soutient Trump.

- Selon le PDG de Blackrock, Donald Trump a été bon pour l'économie mondiale et "a compris les peurs et les besoins des gens" - cityam.com 26.01.2018

S'exprimant sur le programme Today de la BBC Radio 4, Larry Fink a déclaré que Trump "a été bénéfique pour l'économie américaine, et qu'il a donc été bénéfique pour l'économie mondiale".

On a également demandé au patron de Blackrock s'il avait des inquiétudes au sujet du bruit protectionniste provenant de l'administration américaine.

Fink a déclaré: "Je suis convaincu que la mondialisation a été bénéfique pour plus d'êtres humains que jamais auparavant.

Cela ne signifie pas que les gens n'ont pas été laissés pour compte au Royaume-Uni ou laissés pour compte aux États-Unis. Pour certains d'entre eux, la mondialisation n'a pas été bonne, et je pense que c'est la raison pour laquelle nous avons eu le Brexit, je pense que c'est la raison pour laquelle nous avons eu l'élection de Donald Trump.

Donald Trump a compris les peurs et les besoins des gens. "

Fink a ajouté que Trump "croit qu'il a pour mission de rendre l'Amérique encore plus belle, et si vous regardez tous ses comportements, il essaie de l'exécuter".

"Que je sois d'accord ou pas d'accord, il essaie de l'exécuter", a déclaré Fink.

Le patron de Blackrock a dit qu'il ne pensait pas qu'il était inapproprié de redessiner "certains de ces traités qui étaient si asymétriques". cityam.com 26.01.2018

Pourquoi Trump bénéficie-t-il du soutien des oligarques les plus puissants ?

La réforme fiscale de Donald Trump consistant à alléger les taxes sur les entreprises, revient en réalité à accroître la fortune des actionnaires au détriment du reste de la population.

Le Monde - Selon les calculs de la banque JPMorgan, cités par le Financial Times, l'essentiel de cet argent va surtout permettre aux entreprises de racheter leurs propres actions. Une manière de rendre l'argent aux actionnaires, alternative au versement de dividendes et plébiscitée par toutes les grandes sociétés américaines. En 2016, elles ont ainsi racheté pour plus de 530 milliards de dollars d'actions, puis pour 557 milliards en 2017. Ce chiffre devrait exploser à plus de 800 milliards de dollars (647 milliards d'euros) cette année. Du jamais-vu. Au total, si l'on cumule les dividendes et les rachats d'actions, on parvient à la somme vertigineuse de 1 200 milliards de dollars, soit à peu près la capitalisation boursière cumulée des 40 plus grandes entreprises françaises.

Selon les analystes de la banque Goldman Sachs, en 2018 les firmes américaines devraient accroître leurs investissements et frais de recherche de 11 % et la rémunération des actionnaires de 22 %. Ces derniers applaudissent à cette manne qui tombe du ciel, et ils continuent de soutenir

la Bourse de Wall Street à un niveau historique. Mais ce transfert massif de l'argent public vers la poche des actionnaires comporte de grands risques pour l'économie et la société.(Source : Le Monde 16.04.2018)

L'alternance dans la continuité... Ce qui doit se passer dans leurs têtes.

La guerre, c'est bien, cela permet de s'enrichir rapidement, mais elle ne peut pas durer indéfiniment, et puis ce n'est pas le seul moyen pour s'enrichir toujours plus... On la fait si on estime que c'est nécessaire, sinon on passe à autre chose, rien n'empêche d'y revenir dans l'avenir, cette option n'est pas compromise ou abandonnée, loin de là, elle est juste suspendue et toujours disponible, pas de quoi en faire un drame ou une dépression...

Et puis il est toujours possible de justifier l'augmentation des dépenses militaires, par exemple pour renouveler le stock de matériel militaire (Navires, avions, matériel roulant, etc.) devenu obsolète sachant que les nouvelles armes coûtent toujours plus chères, sans avoir besoin de s'inventer perpétuellement une menace ou un ennemi si cela nuit à nos intérêts, sachons faire preuve d'un peu de souplesse d'esprit, gardons notre sang froid, soyons optimistes, voyez comme les affaires s'annoncent florissantes avec Trump.

Allez, la guerre continue et les affaires aussi...

Ils osent tout.

- Nicaragua: une ONG exhorte Ortega à démanteler les groupes paramilitaires - AFP 27.07
- Trump menace la Turquie de sanctions si elle ne libère pas un pasteur américain - AFP 27.07
- Des dissidents russes trouvent refuge en Lituanie - AFP 27.07 Une centaine de ressortissants russes cherchent l'asile politique en Lituanie, intégrée de force à l'Union soviétique avant de devenir un membre résolument pro-occidental de l'Union européenne et de l'Otan et ouvertement critique à l'égard du Kremlin.

Au moins on sait qu'il n'est pas le seul dans ce cas-là.

- Erdogan qualifie Israël d'État « le plus fasciste et raciste au monde » - LePoint.fr 24 juillet 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Les militaires russes remercient Tsahal pour avoir frappé Daech en Syrie - Sputnik 26.07

Après des informations sur la frappe d'Israël contre un système de tir en Syrie, la Défense russe a annoncé qu'il s'agissait d'une provocation de Daech*, censée engendrer une contre-attaque israélienne sur les positions de l'armée syrienne, et a remercié Tsahal pour ses actions.

Israël attaque un système de tir syrien qui a lancé deux roquettes Les terroristes de Daech* ont pilonné le territoire de l'État hébreu ce mercredi et ont été éliminés par les forces armées israéliennes, a affirmé le ministère russe de la Défense.

«Le 25 juillet aux environs de 21h30 (20h30 heure de Paris) les terroristes de Daech* ont tiré des roquettes contre le territoire israélien depuis les localités de Nafa et de Shadjara (dans la province de Quneitra), tentant de provoquer ainsi une frappe des troupes israéliennes contre les positions de l'armée gouvernementale syrienne».

«Tous les terroristes et systèmes de tir ont été rapidement détruits grâce à une contre-attaque de précision de l'aviation et de l'artillerie de l'Armée de défense d'Israël», a précisé le ministère.

Sukhoi en flammes: une vidéo montrant vraisemblablement l'avion abattu par Israël publiée Le commandement des troupes russes en Syrie a remercié les militaires israéliens pour avoir frappé les positions des terroristes et avoir empêché leur grande provocation. Sputnik 26.07

Pakistan

Le candidat de l'armée au pouvoir.

Imran Khan : un champion populiste prend la tête du Pakistan - liberation.fr 27.07

C'est un peu comme si Cristiano Ronaldo devenait Premier ministre. Vingt-six ans après avoir offert au Pakistan sa seule victoire en Coupe du monde de cricket, Imran Khan a remporté mercredi les élections générales. Et enfilé pour la seconde fois son costume préféré, celui de héros national. Le Pakistan, deuxième pays musulman au monde avec 207 millions d'habitants, se retrouve donc avec un ancien play-boy international à sa tête. A 65 ans, les excès ont eu raison de ses traits ravageurs. Les nuits en boîte avec Mick Jagger ne sont plus qu'un souvenir, comme son mariage avec une héritière britannique d'origine juive qui faisait les délices de la presse people. L'homme chante désormais les vertus de la charia et vient de se marier pour la troisième fois avec une voyante qui porte le voile.

Avant la tombée des premiers résultats, le chef de la puissante Ligue musulmane (PML-N), Shahbaz Sharif, dénonçait «des fraudes si flagrantes que tout le monde s'est mis à pleurer», et a annoncé qu'il rejetait les résultats. Jeudi, Imran Khan a revendiqué la victoire, sans qu'on sache si le PTI sera majoritaire ou aura besoin de former une coalition pour gouverner.

Tous les autres partis crient pourtant à la triche. Le processus électoral a été entaché par la présence, mercredi soir, dans tous les bureaux de vote, de représentants de l'armée qui ont fait sortir les observateurs des partis au moment du dépouillement, au mépris de la Constitution. Pour le chercheur Christophe Jaffrelot, auteur du Syndrome pakistanais, l'immixtion de la très puissante armée pakistanaise, qui a dirigé le pays jusqu'en 2008, était prévisible : «Le but des militaires était d'éviter que Nawaz Sharif ait un deuxième mandat et qu'un pouvoir civil fort s'installe au Pakistan. On est sorti de la démocratie libérale pour tomber dans une forme de mascarade.» Imran Khan a balayé les accusations, mises sur le compte des «médias indiens».

Pourtant, l'homme qui promet «un nouveau Pakistan» n'est pas un modèle d'intégrité. Il partage avec Donald Trump la richesse et la célébrité, le narcissisme et l'amour des réseaux sociaux, mais aussi l'inconstance, le populisme et l'inexpérience politique. Les très médiocres résultats de son parti, qui dirige depuis 2013 la province du Khyber Pakhtunkhwa en coalition avec le parti islamique Jamaat-i-Islami, laissent sceptique sur sa capacité à «vaincre la corruption et le terrorisme en quatre-vingt-dix jours», comme il l'a promis. Et ses flirts répétés avec les extrémistes lui ont aussi valu le surnom de «Taliban Khan». Mais selon Jaffrelot, l'ampleur de ces contradictions ne dérange pas ses électeurs de la classe moyenne : «Comme lui, ils sont d'un côté attirés par la modernité et la liberté, et de l'autre se raccrochent à des traditions réaffirmées au nom du nationalisme ethno-religieux devenu un idiome universel.»

Dans son premier discours mis en ligne sur le Web, l'ex-champion, qui vit dans une immense propriété tape-à-l'œil avec parc et piscine sur les hauteurs d'Islamabad, a promis de défendre la veuve et l'orphelin, de redresser l'économie «tombée dans les abîmes», de réformer le système de santé et l'éducation. liberation.fr 27.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Le gouvernement sucre la prime d'activité aux travailleurs invalides - capital.fr

"Un nouveau mode de calcul de la prime d'activité est appliqué depuis le 1er juillet. Les travailleurs qui touchent une pension d'invalidité en subissent les conséquences de plein fouet. "Je veux partager le témoignage d'une mère de famille célibataire, conseillère clientèle à mi-temps car son handicap ne lui permet pas de travailler plus. Elle perçoit une pension de 726 euros par mois et entre 600 et 700 euros de salaire. Elle va perdre à partir de ce mois sa prime d'activité de 140 euros par mois". capital.fr

Etats-Unis

- Aux Etats-Unis, le nombre de travailleurs de plus de 85 ans atteint un record - RFI 07.07.2018

"On les voit rendre la monnaie dans les petites cabines de péage d'autoroute, animer des stands dans les supermarchés, ou faire le ménage dans les bureaux. Ils ont pourtant dépassé depuis longtemps l'âge de la retraite. Le nombre de personnes de plus de 85 ans qui occupent un emploi n'a cessé d'augmenter depuis dix ans aux États-Unis." RFI 07.07.2018